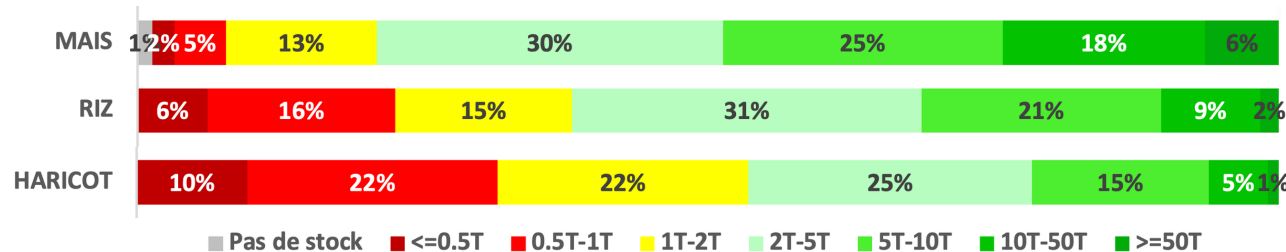


Suivi mensuel du marché et alerte sur l'insécurité alimentaire

A. Disponibilité : Stocks sur les marchés durant le mois d'avril 2026

Le mois d'avril marque l'entrée dans la première période de soudure (avril-mai), caractérisée par une baisse des disponibilités alimentaires et une accessibilité économique limitée. Après une amélioration temporaire observée en mars, liée à la fin des récoltes, la situation s'est rapidement inversée dès avril avec l'entrée en période de soudure. Cette détérioration est accentuée par la persistance de la pénurie de carburant, qui limite l'approvisionnement des marchés et renchérit les coûts de transport, contribuant à l'érosion du pouvoir d'achat des ménages. Cette dynamique est cohérente avec l'épuisement progressif des stocks des ménages.

Graphique 1. Répartition des niveaux de stock des principales denrées sur les marchés (%) – Avril 2026



- Le mois d'avril marque l'entrée dans la première période de soudure de l'année (avril-mai), caractérisée par une baisse des disponibilités alimentaires au niveau des ménages et une accessibilité économique limitée sur les marchés. La particularité de la période de soudure en cours réside dans le fait qu'elle fait suite à une récolte ayant eu un **impact limité sur les prix des principales denrées alimentaires**, lesquels sont demeurés à des niveaux élevés sur les marchés.
- Les disponibilités de denrées alimentaires sur les marchés sont en recul par rapport à la même période de 2025. La proportion de marchés disposant de volumes relativement importants (plus de 5 tonnes) s'établit à 22 % pour le haricot contre 36 % en 2025, à 31 % pour le riz (contre 31 % en 2025) et à 49 % pour le maïs contre 57 % en 2025. Cette diminution s'explique principalement par les contre-performances enregistrées **durant la saison culturale 2026A**, notamment les déficits hydriques observés dans les provinces du Nord et les inondations signalées dans l'Ouest du pays.
- Au niveau communautaire, les informateurs mVAM confirment également la tendance à la baisse des disponibilités alimentaires : un informateur sur deux (50 %) signale une diminution des vivres disponibles par rapport au mois précédent.

B. Accès alimentaire des ménages

Variation des prix des denrées alimentaires de base – avril 2026.

Selon le bulletin de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) d'avril 2026 publié par l'INSBU, l'inflation en glissement annuel (avril 2026/avril 2025) s'établit à +8,6 %, contre +45,5 % un an plus tôt. Cette nette décélération s'explique en grande partie par un effet de base, lié au niveau exceptionnellement élevé des prix en avril 2025. Elle traduit donc davantage un ralentissement du rythme de hausse qu'une baisse des prix, ceux-ci ayant globalement continué d'augmenter en termes nominaux jusqu'à la période récente.

Couverture des marchés suivis



85 marchés
(dans 42 communes et 5 provinces)



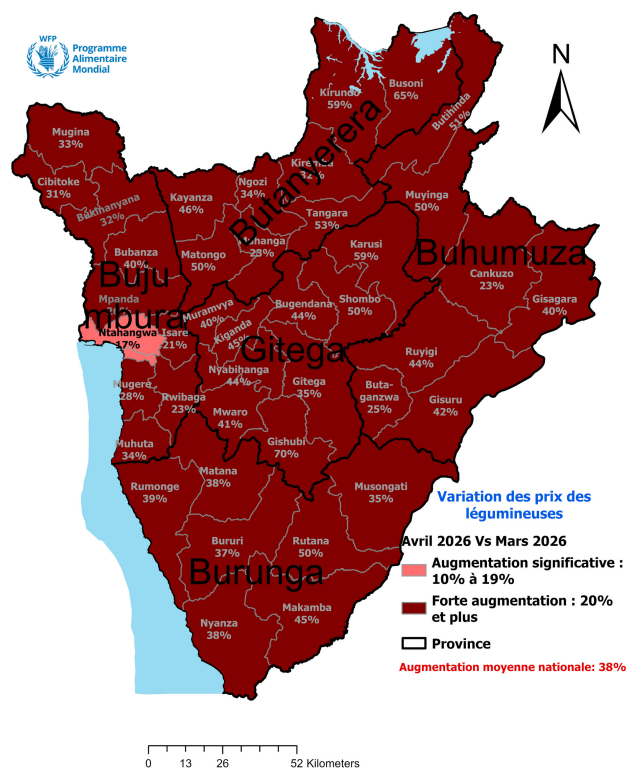
3 opérateurs
(dans 42 communes et 5 provinces)



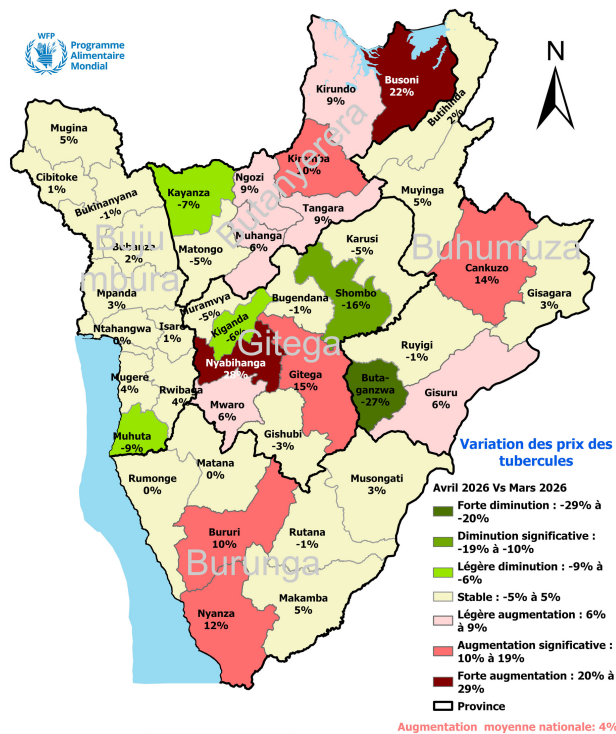
255 commerçants
(3 informateurs clés par marché)

Variation des prix des denrées alimentaires de base –Avril 2026.

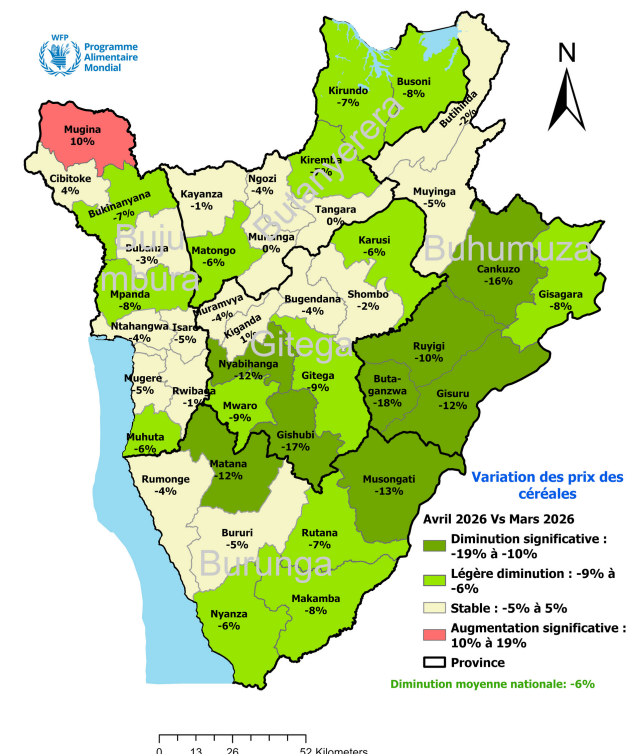
Légumineuses



Céréales

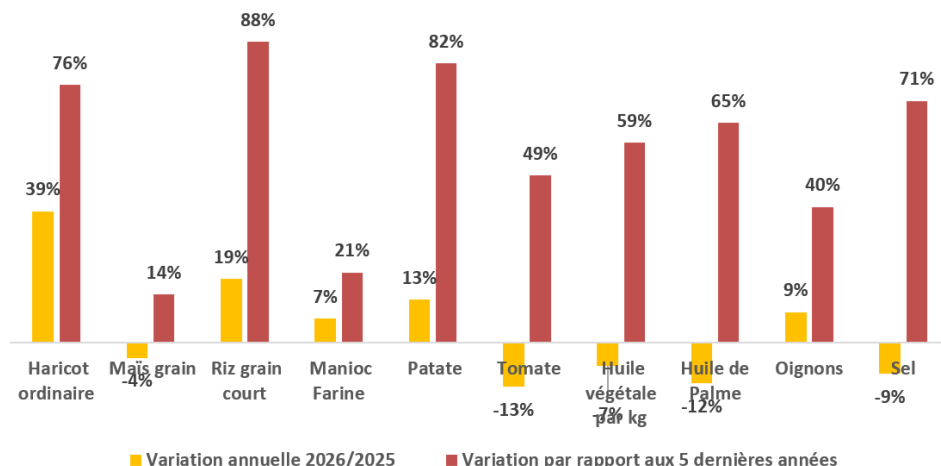


Tubercules



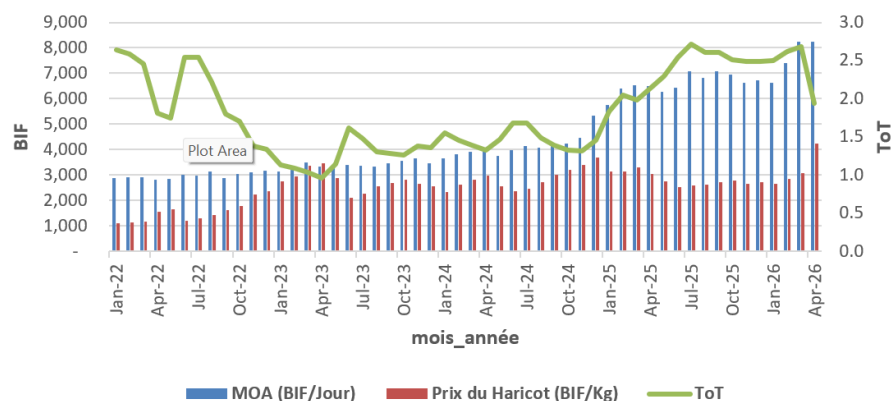
- Entre mars et avril 2026, le prix moyen des légumineuses, principale source de protéines pour la majorité des burundais, a enregistré une hausse exceptionnelle de 38 %, atteignant un niveau inédit d'un mois à l'autre et touchant l'ensemble des communes du pays (+20 % et plus). Cette évolution s'explique par les contre-performances de la saison 2026A (déficit hydrique au Nord, inondations à l'Ouest), combinées à l'inflation persistante et à la hausse des coûts de transport liée à la pénurie de carburant. En revanche, les prix des céréales reculent légèrement (-6 %), sous l'effet de l'arrivée des récoltes de maïs, bien que le prix du maïs demeure inférieur au prix indicatif précédemment annoncé dans le cadre de la collecte par l'ANAGESSA. Les tubercules enregistrent une hausse modérée (+4 %), avec de fortes disparités territoriales, accentuées par les coûts de transport élevés malgré une intégration globale des marchés.
- Dans l'ensemble, les prix observés sur les marchés s'écartent des niveaux fixés par l'ordonnance ministérielle n°750/1234 du 27 mars 2025. Le prix nominal moyen du haricot ordinaire s'établit à 4 236 BIF/kg, soit largement au-dessus de l'intervalle réglementaire (2 500–3 500 BIF/kg), tout comme celui du riz à grain court, évalué à 6 133 BIF/kg contre une fourchette officielle de 4 000 à 5 000 BIF/kg. À l'inverse, le prix moyen du maïs grain (1 354 BIF/kg) demeure inférieur à l'intervalle fixé (1 700–2 100 BIF/kg). Les prix de référence fixés par l'ordonnance ministérielle visent à encadrer les marchés. Les écarts observés s'expliquent par la baisse de production liée aux aléas climatiques, la hausse des coûts de transport liée à la pénurie de carburant, ainsi que les dynamiques d'offre et de demande.
- La présence des réfugiés exerce une pression accrue sur certains marchés locaux : Dans les zones accueillant des réfugiés, les prix des céréales ont progressé de 11 %, contre 8 % au niveau national ; ceux des légumineuses de 44 %, contre 39 %, et les tubercules de 21 %, contre 6 % à l'échelle nationale. Les légumes ont quant à eux augmenté de 24 % dans ces zones, tandis qu'une baisse de 4 % est observée au niveau national.

Graphique 2. Variation moyenne des prix à la fin d'avril 2026 par rapport à la même période de 2025 et des 5 dernières années



Les prix des principales denrées alimentaires demeurent nettement supérieurs à leur moyenne quinquennale, avec des niveaux excédant de plus de 50 % ceux observés sur les cinq dernières années. En variation annuelle, les hausses les plus marquées concernent le haricot (+38 %) et le riz (+19 %), tandis que les autres denrées affichent des évolutions plus modérées par rapport à la même période de 2025.

Graphique 3. Evolution des termes de l'échange



- Les termes de l'échange (TOT), exprimés en équivalent haricot sur la base d'une journée de travail agricole, se sont fortement détériorés en avril 2026. En l'espace d'un mois, la rémunération d'un homme-jour sans repas est passée de 2,7 kg à 1,9 kg de haricot, traduisant une dégradation marquée du pouvoir d'achat des ménages dépendants de la main-d'œuvre.

- Selon les informateurs communautaires, les opportunités de travail sont limitées et faiblement rémunérées, en particulier dans le Nord et l'Est du pays, zones caractérisées par un excédent de main-d'œuvre, tandis que les opportunités transfrontalières demeurent restreintes. Selon la dernière enquête de référence de la sécurité alimentaire et vulnérabilité « CFSVA 2023 », la main-d'œuvre agricole reste toutefois la principale source de revenus pour plus de 20 % des ménages à l'échelle nationale.

C.Perspectives de la sécurité alimentaire et les facteurs limitants à surveiller

- La pénurie persistante de carburant continue d'affecter le transport, d'alimenter la hausse des prix des denrées et des services essentiels, et de peser sur la performance globale du système productif. Cette situation est aggravée par les retombées du conflit au Moyen-Orient, qui perturbent l'approvisionnement en hydrocarbures et en fertilisants.
- Les perturbations de l'approvisionnement en énergie électrique entraînent des pertes significatives de productivité, en particulier dans l'économie informelle urbaine (restauration, boulangerie, coiffure, soudure, menuiserie, meunerie), et réduisent les opportunités de travail connexes.
- Les conflits fonciers demeurent largement répandus, étant signalés par 70 % des informateurs communautaires. Ils affectent négativement la production agricole et s'accompagnent d'un risque accru de criminalité au niveau local.
- La pression démographique liée à l'afflux récent et continu de réfugiés congolais et de retournés burundais en provenance de la Tanzanie continue d'exercer une pression sur les marchés, les services et les moyens d'existence des communautés hôtes.
- La mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies — marquée par des épisodes de pluies excessives concentrées sur de courtes périodes, suivies de longues interruptions, ainsi que par des déficits pluviométriques dans certaines zones du Nord, de l'Est et de l'Ouest — perturbe les calendriers agricoles et accroît les risques sur la production.

En définitif, sans mesures de soutien ciblées visant à stabiliser les marchés et à renforcer le pouvoir d'achat des ménages vulnérables, une dégradation rapide de l'accès alimentaire est probable dans les mois à venir. Une analyse IPC est actuellement en cours de préparation pour orienter les décisions opérationnelles.

Remerciements à nos donateurs



Immediate Response Account
IRA

Pour plus d'informations :

- Jean MAHWANE : jean.mahwane@wfp.org
- Eugène NIYUNGEKO : eugene.niyungeko@wfp.org